

FEVRIER 1991

NOTE

C. 2



30000430497

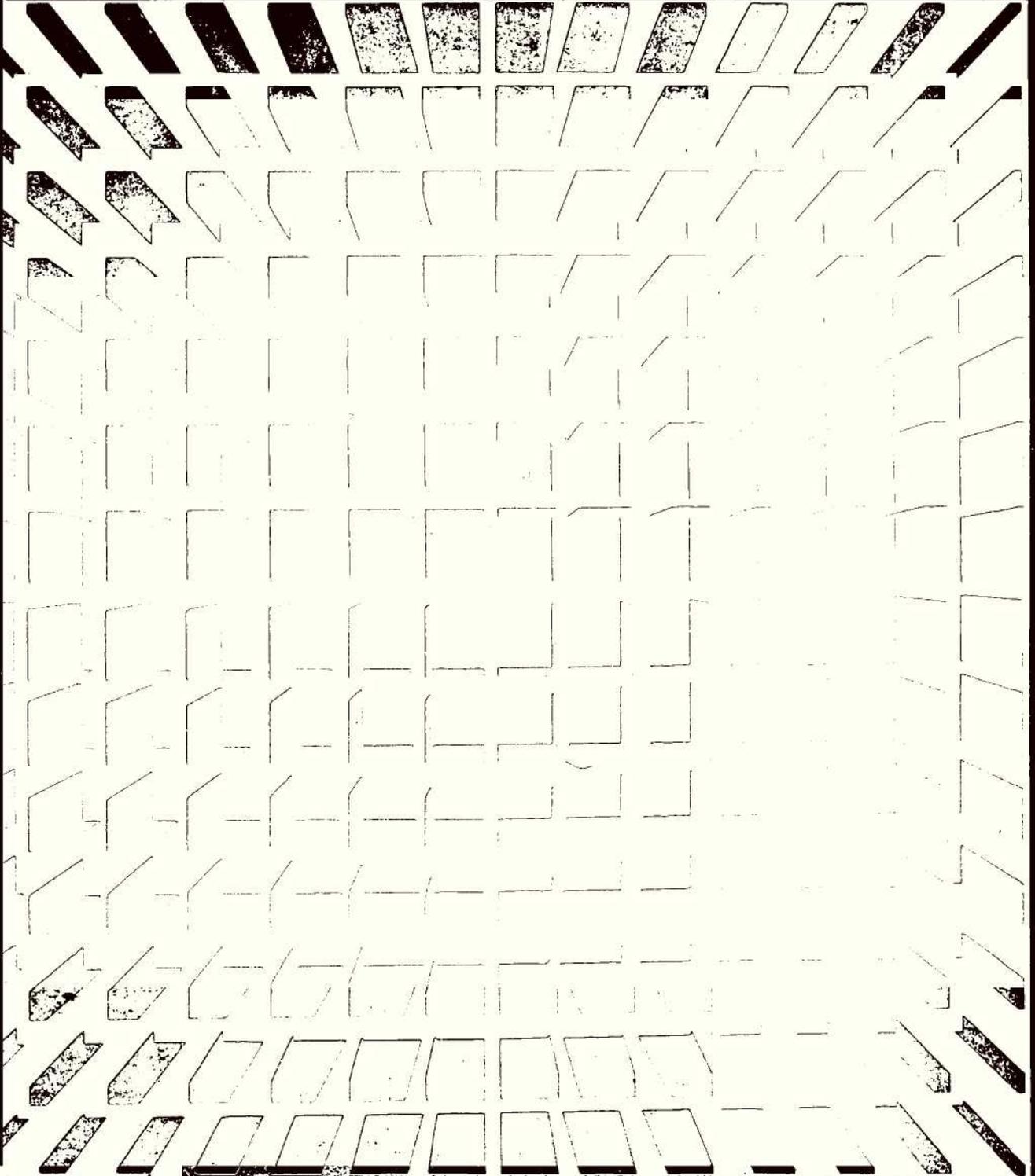
Note de conjoncture de l'INSEE.
Supplement a: tendances de la con

No 000001 1991 02 00

INSEE-BIBC P FRA 1110St

ONCTURE

NSEE



INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ÉCONOMIQUES

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Etudes
Economiques / Directeur Général : M. Jean-Claude MILLERON / Direction Générale : 18, bd Adolphe Finaud, 75675 PARIS Cedex 14 /
Téléphone : (1) 45.40.12.12 / Télex : 204924 / Télécopie : (1) 40.92.11.91

SOMMAIRE

FEVRIER 1991

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

VUE D'ENSEMBLE

Comportements de consommation 13

FICHES THEMATIQUES

L'environnement international	24
La politique monétaire et le financement de l'économie	35
Les marchés du pétrole et des matières premières	44
Les coûts et les prix de production	49
Le résultat des entreprises	52
L'investissement	54
Les stocks	58
La production	59
La productivité apparente du travail	65
L'emploi	66
Le chômage	73
Les salaires	78
Les transferts sociaux	85
Le revenu des ménages	88
Les prix de détail	90
La consommation et l'épargne des ménages	96
L'épargne financière des ménages	101
Les administrations publiques	106
Les échanges extérieurs : produits manufacturés	109
Les échanges extérieurs : énergie et agro-alimentaire	114
Les échanges extérieurs : services, transactions courantes et mouvements de capitaux ..	116

Annexes :

Des prévisions aux réalisations	120
Le compte associé	122

© INSEE 1991

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- N° 40 du cahier 1 (bleu) : fin mars 1991
- N° 36 du cahier 2 (vert) : fin mai 1991

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par la Direction de la Diffusion et de l'Action Régionale de l'INSEE / Maquette :
agence PUZZLE / Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE
Bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.

Ont directement participé à la réalisation de cette note :

Rédacteurs en chef :

Laurent Arthaud et Laurent Berrebi

Contributeurs :

Catherine Beller ; Jean-Pierre Berthier ; Frédéric Boccara ; Ghislaine Calvarin ; Sylvie Carat ; Luis Cases ; Eric Chaney ; Yvonne Collet ; Louis Cretin ; Charlotte Dennery ; Lise Dervieux ; Nicole Desprez ; Sylvie Dumartin ; Françoise Dupont ; Guillaume Dureau ; Jean-Christophe Fanouillet ; Eliane Fossoux ; Jean-Paul Girard ; Stéphane Gregoir ; Annette Kadjar ; Thierry Lacroix ; Gilles Laguerre ; Philippe L'Hardy ; Marie-Odile Liagre ; Stéfan Lollivier ; Marie-Pierre Plaux ; Eric Poirié ; Pascale Pollet ; Emmanuel Raoul ; Vincent Rodes ; Florence Salet ; Marie-Hélène Tamisier.

Assistante de rédaction :

Pascale Roisé Derouillon

Secrétaires de rédaction :

Françoise Berthelin ; Valérie Brossaud ; Nelly Cousté ; Liliane Delanne ;

Illustration :

Jean-Paul Mer ; Sophie Renaud.

Mise en page :

Sophie Renaud.

Relation avec l'imprimeur :

Pierre Glénat

Rédaction achevée le 26 février 1991

AVERTISSEMENT

Cette note analyse la situation de l'économie française en 1990 et actualise les prévisions sur le premier semestre de 1991 faites dans l'édition de décembre 1990. Elle comporte un chiffrage en termes de comptes nationaux trimestriels (CNT). Les chiffres relatifs aux comptes en volume sont ceux de la publication des CNT du quatrième trimestre ("Premiers résultats"). Ceux des comptes en valeur et des comptes d'agents sont, pour le quatrième trimestre, une estimation. Les principales hypothèses pour le premier semestre 1991 ont été arrêtées environ quinze jours avant la parution de cette note, l'hypothèse sur le cours du dollar étant, comme à l'accoutumée, conventionnelle.

CONVENTIONS

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ; les semestres par I, II.

ISSN 0766-6268

Vue d'ensemble

Comme dans la plupart des pays de l'OCDE, la croissance de l'économie française a ralenti en 1990 : la croissance du Produit intérieur brut total a été de 2,8 % après 3,7 % en 1989, et l'année 1991 s'engagerait sur un rythme annualisé proche de 1,5 %.

De plus en plus ouverte sur l'extérieur, l'économie française subit le ralentissement du commerce mondial, le niveau élevé des taux d'intérêt et la dépréciation du yen et du dollar. En dépit d'une compression de leurs marges qui a érodé leurs résultats, les industriels n'ont pu éviter une perte de parts de marché extérieur qui a contribué à la dégradation du taux de couverture.

Les échanges extérieurs ont contribué au ralentissement de l'activité française en 1990. Dans l'industrie manufacturière, la production a reculé sur l'ensemble de l'année (- 1,3 % en glissement) et ce repli se prolongerait au premier semestre de 1991. Le fléchissement observé dans les biens intermédiaires dès la mi-1989 s'est étendu en 1990 à la presque totalité des branches marchandes et s'est accentué en fin d'année ; les branches les plus touchées ont été les biens intermédiaires et la construction automobile dont la demande a ralenti dès le début de l'année et chute depuis l'automne. Le secteur des services tire toujours la croissance mais les services rendus aux entreprises sont affectés par le net ralentissement industriel.

L'ajustement des facteurs de production au ralentissement de l'activité a sans doute été retardé par la persistance des tensions sur l'appareil productif. Les entreprises ont également cherché à préserver leurs ressources en capital et travail, mais, suite aux événements du Golfe, elles pourraient avoir nettement révisé à la baisse leurs anticipations.

L'investissement productif est resté l'un des éléments les plus vigoureux de l'économie en 1990, malgré une contrainte de financement plus présente. Mais dès la fin de l'année 1990, dans un contexte de demande ralentie et d'incertitude croissante, l'investissement plafonne et les entreprises réorientent leurs dépenses vers des investissements de productivité, moins risqués.

Les entreprises ont aussi préservé dans un premier temps leurs ressources en main d'oeuvre : l'ajustement de l'emploi a été lent et s'est d'abord effectué au détriment des formes d'emploi précaire ; la durée du travail diminue depuis la fin de l'année 1990 du fait de la réduction des heures supplémentaires et d'un recours accru au chômage partiel. L'emploi dans les secteurs marchands non agricoles a crû de 1,6 % en 1990 après 2,2 % en 1989 et se stabiliserait au premier semestre de 1991. Cette évolution de l'emploi aurait entraîné une diminution du taux de chômage au sens du BIT jusqu'à l'été, suivie d'une remontée. Du fait de la lenteur de cet ajustement, le poids des charges salariales dans la valeur ajoutée a augmenté, se traduisant par un transfert de revenu des entreprises vers les ménages.

Malgré une croissance encore soutenue du pouvoir d'achat, la consommation des ménages a ralenti dès le printemps de 1990 et leur taux d'épargne a augmenté. Le fléchissement a débuté par un retournement des achats d'automobiles après quatre années de forte croissance des immatriculations. Le ralentissement des achats de biens durables a été accentué par des reports d'achats liés au climat d'incertitude concernant l'environnement économique. Ces facteurs continueraient à jouer au premier semestre 1991 et la consommation en produits manufacturés se stabiliserait.

Ensemble des biens et services : équilibre ressources-emplois (aux prix de 1980)								en %	
1984	1985	1986	1987	1988	1989		1990 Moyennes semestrielles		1990
							90.I	90.II	
1,3	1,9	2,5	2,2	3,9	3,7	PIB total	1,4	1,3	2,8
1,2	1,9	2,7	2,3	4,3	4,1	dont : PIB marchand	1,4	1,3	2,8
2,7	4,6	7,1	7,7	8,6	8,3	Importations	3,6	2,2	5,7
1,1	2,4	3,9	2,7	3,2	3,1	Consommation totale des ménages	1,8	0,8	3,0
-2,6	3,2	4,5	4,1	8,6	5,9	FBCF totale	2,3	0,5	3,7
-2,8	4,3	6,3	5,1	10,8	6,7	dont : SQS-EI	3,6	-0,2	4,6
-4,4	-2,1	1,3	2,3	4,6	3,4	Ménages	-0,6	0,8	1,1
7,0	1,9	-1,4	3,1	8,3	10,5	Exportations	3,0	1,0	4,6
0,1	2,7	4,0	3,3	4,7	3,7	Demande intérieure hors stocks	1,9	0,8	3,3
0,0	-0,1	1,0	0,3	-0,2	-0,1	Variation de stocks (en contribution à la croissance du PIB marchand)	-0,3	0,8	-0,1

Bien que les entreprises aient répercuté dans leurs prix de production la décélération du coût de leurs consommations intermédiaires, la hausse des prix s'est stabilisée au stade du détail. La hausse des prix des produits pétroliers importés a été atténuée par la baisse du dollar. De plus, la décélération des prix alimentaires a joué un rôle modérateur sur l'inflation dont le rythme annuel passe de 3,6 % en décembre 1989 à 3,4 % en décembre 1990 et serait de 3,2 % en juin 1991 ^{1/}. Cependant, les prix des services privés progressent vivement et contribuent à alimenter l'inflation sous-jacente.

Le déficit extérieur FAB/FAB s'est peu détérioré, malgré un alourdissement de la facture énergétique de 10 Mds de F. Il s'est élevé à 50 Mds de F après 44 Mds de F en 1989.

Le déficit manufacturier s'est peu dégradé pour la première fois depuis six ans ; il a bénéficié des gains de termes de l'échange et d'une faible progression des flux. Le solde du poste intérêts, dividendes et autres revenus du capital s'est fortement détérioré et a contribué à dégrader le déficit des transactions courantes, malgré un excédent toujours élevé des échanges de services. Au premier semestre de 1991, le déficit manufacturier serait limité et la facture énergétique diminuerait nettement : au total, le déficit FAB/FAB serait de l'ordre de 20 Mds de F.

L'ampleur du ralentissement en 1990 a résulté des effets dépressifs des changements de l'environnement international auxquels s'est ajoutée une décélération propre à l'économie française. Au premier semestre de 1991, le ralentissement continuerait si le climat d'incertitude actuel persistait.

*

*

*

1/ Avec l'hypothèse conventionnelle d'un dollar à 5 francs et d'un prix du baril à 20 dollars pour les mois de février à juin après un mois de janvier à 25 dollars.

Face à une plus forte compétitivité étrangère...

Le ralentissement observé dès la mi-1989 dans certaines branches industrielles s'est étendu progressivement à la quasi-totalité des branches marchandes en 1990. Le produit intérieur brut total ^{1/} a augmenté de 2,8 % en moyenne annuelle après 3,7 % ; le produit intérieur brut marchand a progressé lui aussi de 2,8 % en 1990 et a reculé au quatrième trimestre.

Le ralentissement de l'économie mondiale, amorcé en 1989, est venu des Etats-Unis et du Royaume-Uni. La surchauffe de leurs économies et leurs déséquilibres accumulés au cours des années 1980 ont conduit à un net resserrement de leurs politiques monétaires en 1988. En limitant le recours au crédit de leurs agents très endettés, la forte hausse des taux d'intérêt a déprimé leur demande intérieure. Ce ralentissement s'est propagé en 1990 à l'ensemble des pays de l'OCDE, à l'exception de l'Allemagne et du Japon qui bénéficient toujours d'une forte consommation privée.

La Communauté Européenne (CE) n'a pu rester à l'écart du freinage de l'activité mondiale, malgré le dynamisme allemand : hors RFA, son PIB a augmenté de 2,4 % en 1990, après 3,3 % en 1989 et 3,9 % en 1988. Aux effets du ralentissement anglo-saxon se sont ajoutés, pour les pays de la CE, les effets dépressifs de la baisse de la devise américaine vis-à-vis du mark et des autres monnaies du SME. Engendrant des pertes de compétitivité à l'égard de la zone dollar, ces mouvements de parité se sont traduits en 1990 par des pertes de parts de marché pour les pays de la Communauté, largement ouverts aux producteurs étrangers. La divergence des politiques monétaires de l'Allemagne et des Etats-Unis est à l'origine de ces évolutions de change : l'Allemagne a mené une politique de taux fort pour financer son unification alors que, dans le même temps, les Etats-Unis ont procédé à des baisses successives de leurs taux en vue de dynamiser leur économie fortement endettée et en voie de récession. Pour maintenir leurs parités au sein du SME, les pays européens ont conservé des taux d'intérêt élevés.

Du fait de la dépréciation du dollar et du décalage conjoncturel entre d'une part l'Allemagne et le Japon et d'autre part les Etats-Unis, les grands déséquilibres extérieurs se sont atténués en 1990. Les excédents bilatéraux Japon-Etats-Unis et Allemagne-Etats-Unis se réduisent ; au sein de la CE, les excédents commerciaux de l'Allemagne avec ses principaux partenaires européens ont diminué depuis le début d'année.

... le ralentissement de l'activité s'est accentué en fin d'année

En 1990, la production manufacturière a reculé en glissement (1,3 %). Le ralentissement observé dans la production de biens intermédiaires à partir de la mi-1989 s'est poursuivi et s'est aggravé à la fin d'année 1990 ; il a été particulièrement marqué pour les métaux ferreux, le travail des métaux et les produits chimiques de base. La production automobile a nettement reculé en 1990 après deux années exceptionnelles : l'infléchissement de la demande étrangère, en début d'année, a été suivi par le net repli des immatriculations.

Le repli des biens d'équipement professionnel est apparu progressivement : la croissance encore soutenue de l'investissement productif des entreprises a permis à cette branche de progresser sensiblement en moyenne annuelle. Les biens d'équipement ménager et les biens de consommation (parachimie et pharmacie en particulier) ont mieux résisté, grâce à une demande des ménages encore dynamique.

Les services rendus aux entreprises et les transports, affectés par le ralentissement de la production industrielle, ont progressé néanmoins à un rythme de l'ordre de 5 %. Les services rendus aux ménages, en particulier le secteur hôtelier, ont été touchés par la moindre progression du solde touristique après l'exceptionnelle croissance de l'année 1989.

Malgré le moindre dynamisme du secteur des grands travaux, le rythme de croissance de la branche Bâtiment, Génie Civil et Agricole ne s'est que modérément infléchi. La production énergétique s'est accélérée grâce à une meilleure adaptation de l'outil de raffinage et au retour à une exploitation normale des barrages au second semestre.

^{1/} En Francs de l'année 1980

Dans l'agriculture, la production animale a été en reprise et une meilleure distribution des sols entre les cultures a permis aux agriculteurs de mieux supporter la sécheresse qu'en 1989. La production des industries agro-alimentaires s'est accélérée grâce au nouvel essor des industries de viandes et produits laitiers.

Les entreprises ont comprimé leur marges ...

Globalement, les entreprises ont connu une diminution de leur taux de marge d'exploitation ^{1/}. Leurs prix de production ont bénéficié de l'inflexion favorable du coût unitaire des consommations intermédiaires, qui a profité de l'effet conjugué de la baisse du dollar et des cours des matières premières. En revanche, les entreprises dans leur ensemble ont subi la forte progression du coût salarial par unité produite (4,5 % après 2,3 % en 1989), due principalement à l'inertie de l'emploi face au ralentissement de la production.

Dans l'industrie manufacturière, le taux de marge d'exploitation est demeuré stable en moyenne sur l'année 1990. S'il ne varie quasiment pas au premier semestre, il chute cependant, en fin d'année, le fort renchérissement des coûts n'ayant été que partiellement transmis aux prix de production. A l'exportation, le taux de marge a diminué : confrontés aux pertes de compétitivité induites par la baisse de la devise américaine, ainsi qu'à une intensification de la concurrence, les industriels ont privilégié le volume de leurs ventes sur les marchés extérieurs.

La part des charges salariales dans la valeur ajoutée a augmenté pour la première fois depuis 1983 (52,7 % en 1990 après 52 % en 1989) et le taux de marge des entreprises, après avoir atteint en 1989 son plus haut niveau depuis 10 ans (42,3 %), est en retrait en 1990 (41,7 %). A ce premier facteur de dégradation des résultats des entreprises s'est ajoutée la montée du poids des frais financiers, qui résulte de la part croissante des crédits dans l'endettement courant et de la hausse des taux d'intérêt de long terme.

^{1/}Obtenu comme le rapport des prix de production au coût d'exploitation unitaire (hors prélèvements obligatoires pour l'industrie manufacturière).

Par ailleurs, les bons résultats de l'exercice précédent ont entraîné une hausse du poids des dividendes versés et des impôts dans la valeur ajoutée, malgré des allègements fiscaux. Tous ces éléments ont pesé sur le taux d'épargne des entreprises qui a chuté de 16,2 % en 1989 à 14,2 % en 1990. Mais les entreprises avaient abordé 1990 avec une trésorerie relativement abondante qui leur a sans doute permis de poursuivre leur effort d'investissement et d'éviter un recul brutal de l'emploi.

... et ont poursuivi leur effort d'investissement

L'investissement productif en France est resté l'un des éléments les plus dynamiques de l'économie française. Encore très soutenu en 1990, il a crû à un rythme annuel de l'ordre de 5 % à 6 % en volume après 7 % l'année précédente. Son ralentissement a été localisé dans le secteur tertiaire où l'effet d'accélérateur s'épuise progressivement depuis 1989.

En revanche, les entreprises de l'industrie concurrentielle ont continué leur effort d'investissement à un rythme de progression annuelle aussi soutenu que l'an dernier (9 % environ). Malgré le ralentissement à l'oeuvre, la persistance des goulots de production a incité les industriels à consacrer encore plus de 40 % de leurs dépenses d'équipement à l'augmentation de leurs capacités de production. En même temps, le besoin de modernisation et d'amélioration de la productivité reste important. En effet, la faiblesse de l'investissement jusqu'en 1987 a entraîné une insuffisance et un vieillissement du stock de capital matériel dont l'âge moyen s'est accru de 1980 à 1988, malgré des flux d'investissement importants en 1987 et en 1988. Ce n'est qu'en 1989 que cette tendance commence à s'infléchir. En 1990, le taux d'investissement des sociétés et quasi-sociétés est passé de 18,8 % en 1989 à 19,1 % en 1990.

Les entreprises sont cependant confrontées à une contrainte de financement plus pesante. Un investissement qui reste soutenu et une épargne qui se tasse, concourent à la chute du taux d'autofinancement en 1990 (74,4 % après 85,9 % en 1989) et à une progression forte de l'endettement des entreprises. Avec la

baisse de la Bourse à l'été, les investissements ont été davantage financés par recours aux crédits bancaires malgré des taux d'intérêt élevés, ce qui fragilise l'équilibre financier des entreprises.

Un lent ajustement de l'emploi

Les créations d'emploi dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) se sont infléchies en 1990 (+ 1,6 % après + 2,2 %). Toutefois, l'emploi total a crû à un rythme aussi soutenu qu'en 1990 du fait de recrutements plus nombreux dans les services non marchands, avec la rapide montée en charge des contrats emploi-solidarité en remplacement des travaux d'utilité collective (TUC) : au total, 240 000 emplois ont été créés en 1990 (+ 1,1 % après + 1,2 % en 1989).

Le fait marquant reste le faible ajustement de l'emploi au ralentissement de l'activité en 1990. Il s'est opéré au détriment des formes d'emploi précaires (contrats à durée déterminée, intérimaires) : leur part dans l'emploi total qui n'avait cessé d'augmenter depuis 1987, a diminué progressivement en 1990 (6,4 % après 7,6 % en 1989). Dès le début d'année, la dégradation de l'activité économique a touché les recrutements sur contrats à durée déterminée et a ensuite affecté les contrats d'intérim. En revanche, les créations d'emplois stables se sont maintenues. Par ailleurs, l'ajustement du facteur travail s'est aussi effectué en fin d'année par une réduction des heures supplémentaires et par un recours accru au chômage partiel. Les tensions sur l'appareil productif, qui avait persisté jusqu'au début de l'année 1990, ont sans doute retardé les répercussions du ralentissement de l'activité sur l'emploi. Face à l'incertitude, les entreprises semblent avoir aussi privilégié la préservation de leurs ressources en main-d'oeuvre.

L'industrie manufacturière a renoué avec les suppressions d'emploi et a perdu 0,4 % de ses effectifs au second semestre, après réaffectation des intérimaires employés par ce secteur. Dans le bâtiment-génie civil et agricole, le rythme d'embauche a été stable (+ 1,8 % après + 1,7 % en 1989), au prix cependant de faibles gains de productivité. Le secteur tertiaire marchand est resté le principal moteur des créations d'emploi même si les embauches ont ralenti. L'emploi est

demeuré dynamique dans les services rendus aux entreprises, alors que la hausse des effectifs s'est infléchie dans les transports et les commerces et que les organismes financiers ont continué de réduire leur personnel.

Ce n'est qu'avec l'enquête emploi de mars 1991 que l'évolution du chômage entre le début de 1990 et celui de 1991 pourra être évaluée avec précision. Mais l'importance des créations d'emploi doit avoir permis au taux de chômage au sens du BIT de baisser significativement jusqu'à l'été avant de remonter en fin d'année, suite au ralentissement des embauches. La politique de l'emploi est restée active, principalement orientée vers des actions de formation des jeunes et de réinsertion des chômeurs de longue durée. Le chômage a particulièrement affecté les jeunes à la recherche d'un premier emploi, dès le troisième trimestre. Le moindre recours à l'emploi précaire contribue à l'augmentation des inscriptions à l'ANPE.

Une hausse des prix maîtrisée...

En décembre 1990, le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation a été de 3,4 % après 3,6 % en décembre 1989. Malgré l'impact de la crise du Golfe sur les prix des produits pétroliers, le rythme de hausse des prix s'est infléchi, fluctuant au cours de l'année en fonction des fortes variations des prix énergétiques : décélération continue au premier semestre, vive accélération d'août à octobre, puis baisse en fin d'année.

La hausse des prix de l'énergie au détail a été de 6,4 % en 1990, à peine supérieure à celle de 1989 (5,5 %). Sur les marchés internationaux, la baisse des prix énergétiques sur les deux derniers mois de l'année a atténué une partie de la hausse des mois de juillet à octobre : de 17 dollars en juillet, le prix du baril a atteint 40 dollars en octobre avant de se replier en dessous de 30 dollars en décembre. La hausse du prix de pétrole importé a été modérée par la baisse du dollar, dont le niveau par rapport au franc a perdu près de 16 % en glissement sur l'année.

Hors énergie, les prix de détail ont augmenté de 3,1 %, après 3,4 % en 1989. Ce ralentissement a résulté de la

modération des prix alimentaires dont la hausse est passée de 5 % à 3 %, bien que la baisse des prix agricoles à la production, en particulier pour les viandes, n'ait été répercutée que très partiellement au stade du détail.

... mais les prix des services entretiennent l'inflation sous-jacente

Hors énergie et alimentation, les prix de détail ont connu une légère accélération en 1990 due aux prix des services du secteur privé. Les prix des loyers ont connu leur plus faible progression depuis vingt-cinq ans et les augmentations des tarifs publics sont restées limitées. Les baisses cumulées des cours internationaux des matières premières et surtout du dollar ont importé de la désinflation qui a transité par le prix des consommations intermédiaires, modérant la hausse des prix de production. Cependant, au stade du détail, les prix des produits manufacturés du secteur privé ont crû au même rythme qu'en 1989 (2 %).

L'écart d'inflation entre la France et la moyenne de ses principaux partenaires a continué à se creuser à son profit : il atteint maintenant - 1,6 point. La différence avec l'Allemagne de l'Ouest se maintient à 0,6 point, en raison de l'important écart existant en défaveur de la France dans les services privés.

Une accélération passagère des salaires au premier semestre

Dans le secteur privé, les hausses de salaires ont été plus fortes en 1990 qu'en 1989. Le taux de salaire horaire a connu une période d'accélération en début d'année : les augmentations de salaires dans le BTP suite à l'accord sur les classifications dans le secteur des Travaux Publics y contribuent pour une bonne part ainsi que les revalorisations salariales accordées par les entreprises après leurs bons résultats de 1989. Le taux de salaire horaire a ainsi progressé de 2,9 % au premier semestre avant de retrouver au second le rythme de croissance de 1989, soit un peu plus de 2 %. Chez les ouvriers, les augmentations de salaires ont été plus importantes pour les catégories les plus qualifiées. Après une stabilité au second semestre de 1989, le SMIC a été revalorisé de 6,8 % en trois fois (avril, juillet, décembre).

Dans les administrations publiques, la masse salariale a augmenté de 4,5 % après 6,2 % en 1989, année de versement d'une prime exceptionnelle de croissance dans la Fonction Publique.

La croissance du pouvoir d'achat est restée soutenue ...

Avec la forte croissance de la masse salariale brute, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a progressé en moyenne annuelle au même rythme qu'en 1989 (3,4 %), mais a ralenti en glissement. Les transferts sociaux ont contribué favorablement à la croissance du revenu des ménages ; les prestations sociales ont crû à un rythme aussi rapide qu'en 1989, et en l'absence de nouvelles hausses de taux, la forte progression des versements de cotisations sociales s'est ralentie, entraînant une accélération des salaires nets. En revanche, l'excédent brut d'exploitation des ménages s'est infléchi : les hausses de loyers sont restées modérées en 1990 et les résultats des entreprises individuelles ont subi l'effet de la stagnation des prix des produits agricoles et celui du ralentissement de l'activité des secteurs du commerce et des services.

... mais la consommation des ménages a ralenti au cours de l'année

La consommation totale des ménages n'a pas fléchi en moyenne sur l'année (3 % en 1990), mais le profil infra-annuel indique un ralentissement dès le printemps : la progression en glissement sur l'ensemble des trois derniers trimestres de l'année a été du même ordre que celle observée sur le seul premier trimestre.

Cette évolution est imputable pour une bonne part à la consommation de biens durables qui a baissé en glissement ; le fléchissement est particulièrement marqué dans les achats d'automobiles qui diminuent au fil de l'année (- 6,4 % en glissement) subissant un retournement cyclique comme ceux observés en France en 1974, 1980, et 1984. Ce mouvement a été accentué en fin d'année par un comportement attentiste des consommateurs devant le climat d'incertitude.

Contribution des emplois à la croissance du produit intérieur brut marchand (aux prix de 1980)										en %	
1984	1985	1986	1987	1988	1989		1990 Moyennes semestrielles		1990		
							90.I	90.II			
0,7	1,7	2,8	1,9	2,2	2,2	Consommation marchande des ménages	1,3	0,6	2,2		
-0,6	0,8	1,1	1,0	2,1	1,5	FBCF totale	0,6	0,1	1,0		
-0,4	0,5	0,8	0,7	1,4	0,9	dont : SQS et EI 1/	0,5	0,0	0,7		
1,1	-0,7	-2,3	-1,3	-0,3	0,4	Solde extérieur	-0,3	-0,4	-0,4		
0,0	-0,1	1,0	0,3	-0,2	-0,1	Variation de stocks	-0,3	0,8	-0,1		
1,2	1,9	2,7	2,3	4,3	4,1	PIB marchand	1,4	1,3	2,8		

1/ Sociétés, quasi sociétés et entreprises individuelles

Le ralentissement des achats de biens durables, a induit celui de la consommation de l'ensemble des produits manufacturés (3,3 % après 4,4 %). Les services sont restés un des éléments moteurs de la croissance de la consommation. Le taux d'épargne a progressé de l'ordre d'un demi-point.

Le déficit des administrations publiques s'est réduit

En dépit d'une évolution modérée des impôts d'Etat, les recettes fiscales ont augmenté fortement : 6,2 %, sous l'effet de la vive croissance des impôts locaux. Compte tenu du collectif de fin d'année, le déficit budgétaire est resté conforme à l'objectif initial, soit 1,4 % du produit intérieur brut total.

Les cotisations sociales à la charge des salariés et des employeurs ont crû fortement en 1990 (7,2 %), plus rapidement que les prestations sociales reçues par les ménages (6,0 %). Les cotisations sociales versées par les employeurs ont cependant ralenti en raison de la baisse du taux moyen des cotisations familiales qui a accompagné leur dé plafonnement ; les cotisations sociales à la charge des salariés ont retrouvé leur évolution de 1988, après l'accélération de 1989 due à l'augmentation du taux d'assurance vieillesse. Les prestations ont progressé au même rythme qu'en 1989, le ralentissement des prestations d'assurance maladie modérant l'effet de la revalorisation des prestations vieillesse et famille.

Le déficit extérieur s'est peu alourdi

Le déficit extérieur FAB/FAB s'est élevé à 50 Mds de F en 1990, soit 6 Mds de F de plus qu'en 1989.

Malgré la hausse des cours du pétrole, l'alourdissement de la facture énergétique de l'ordre de 10 Mds de F a été moindre qu'en 1989 où elle avait augmenté de 17 Mds de F. Le prix du pétrole importé en francs a connu une hausse limitée (9 %) : en concentrant leurs achats au printemps, les compagnies ont profité d'un cours du pétrole bas. Le volume de pétrole importé a, quant à lui, légèrement progressé (4 %).

L'aggravation du déficit manufacturier CAF/FAB a connu un net répit : il est passé de 52 Mds de F en 1989 à 54 Mds de F en 1990. Il a bénéficié de gains de termes de l'échange et d'une faible progression des flux qui a limité l'effet de base 1/. Mais, l'industrie manufacturière a de nouveau perdu des parts de marché, suite à la dépréciation du dollar et du yen, et ce malgré une forte compression de ses marges à l'exportation. Au regard d'une demande mondiale en produits manufacturés adressée à la France jugée aujourd'hui encore assez soutenue sur l'ensemble de l'année (7,1 %) et d'une forte croissance allemande, les exportations n'ont augmenté

1/ Lorsqu'un solde est déficitaire, une évolution parallèle des exportations et des importations le dégrade mécaniquement : c'est l'effet de base, d'autant moins important que la croissance de ces flux est faible.

en volume que de 5,4 %. Les importations ont fléchi également, passant d'un rythme de progression annuelle de 9,7 % à 6,2 %, en rapport avec le ralentissement de la demande intérieure. Traditionnellement sensibles à la compétitivité-prix, les exportations et les importations françaises semblent cependant s'être mieux comportées que par le passé : l'importance de nos échanges intra-communautaires expliquerait en partie cette meilleure performance.

Mises à part les exportations d'Airbus qui ont diminué de 6 Mds de F en 1990, ce sont les biens de consommation qui ont alourdi le déficit manufacturier cette année. Ce secteur a sans doute davantage souffert de la concurrence des pays de la zone dollar. En dépit d'un ralentissement de la consommation des ménages en ces produits, les importations se sont peu infléchies, alors que les exportateurs français semblent n'avoir que partiellement bénéficié du dynamisme de la consommation allemande.

A l'inverse, pour la deuxième année consécutive, le solde extérieur des biens d'équipement ménager s'est amélioré, grâce en partie au dynamisme de la demande allemande. L'écart de conjoncture entre l'Allemagne et la France a aussi permis une amélioration notable de l'excédent de l'automobile qui est passé de 17 à 25 Mds de F entre 1989 et 1990.

Relativement à un investissement toujours soutenu, la croissance des importations de biens d'équipement professionnel hors construction navale, aéronautique et armement a cependant été modérée et le déficit commercial dans ce secteur a diminué. Le solde commercial des biens intermédiaires s'est stabilisé ainsi que l'excédent de la branche matériel militaire. L'excédent agro-alimentaire s'est établi à un niveau record de 51 Mds de F.

... et la balance des transactions courantes s'est détériorée

Le solde des services s'est maintenu à un niveau élevé ; il est demeuré toutefois en léger retrait par rapport à l'excédent record de 1989, malgré un solde touristique supérieur au niveau historiquement élevé de 1989. C'est le solde du poste intérêts, dividendes et autres revenus de capital qui s'est fortement dégradé, à cause d'une vive progression des intérêts perçus par les non-résidents suite aux nombreux achats de valeurs mobilières effectués depuis début 1989. De ce fait et en raison de l'alourdissement du déficit commercial, le déficit des transactions courantes s'est établi à 42 Mds de F, soit une détérioration de l'ordre de 20 Mds de F par rapport à l'année précédente. Contrairement à 1989, les échanges extérieurs de biens et services ont contribué négativement à la croissance (- 0,5 point).

*

*

*

En 1991, le recul de la production dans l'industrie manufacturière se poursuit

Au premier semestre de 1991, la croissance du produit intérieur brut total (PIB) en francs constants s'infléchirait à nouveau : l'année 1991 s'engagerait sur un rythme annualisé proche de 1,5 %.

La décélération de la croissance française tient principalement à l'industrie manufacturière : les enquêtes de conjoncture dans l'industrie de janvier et de février ont accentué le diagnostic d'une poursuite du ralentissement dans ce secteur. Le fléchissement de l'activité est particulièrement marqué dans la construction automobile. Après une baisse de

8 % au quatrième trimestre de 1990, la production diminuerait encore au cours du premier semestre de 1991. En effet, les carnets de commandes globaux et étrangers se sont nettement dégarnis, les stocks de produits finis ont largement dépassé le niveau jugé normal par les industriels et les goulots de production ont quasiment disparu. Ce mouvement se retrouve avec quelque atténuation dans les autres branches manufacturières, où la production se replie d'environ 2 % sur le premier semestre de 1991, après une baisse de 3 % au dernier trimestre de 1990.

L'emploi cesse de croître dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA)

S'ajustant graduellement au ralentissement de l'activité, les créations d'emploi sont moins nombreuses et l'industrie manufacturière continue à perdre des emplois au premier semestre de 1991. L'ajustement porterait en priorité sur les formes d'emploi les plus précaires : intérim et contrats à durée déterminée. D'après l'enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie de janvier, la durée du travail continue à diminuer. L'emploi dans les secteurs marchands non agricoles se stabiliserait au premier semestre (après + 0,6 % au second semestre 1990). Cette évolution moins favorable de l'emploi entraînerait une poursuite de la remontée du taux de chômage au sens du BIT au premier semestre de 1991.

L'investissement plafonne en 1991

Depuis la mi-1989, les facteurs de soutien de l'investissement, demande anticipée, rentabilité et potentiel de financement des entreprises, se sont progressivement affaiblis. Les industriels ont pris davantage conscience du ralentissement de l'économie mondiale depuis les événements du Golfe, et le retournement de leurs anticipations a précipité le ralentissement de l'investissement, probablement en cours depuis la fin de l'année 1990. Selon les réponses à l'enquête de novembre 1990, l'investissement de l'industrie concurrentielle plafonnerait en 1991 au haut niveau atteint en 1990. Face à l'incertitude pesant sur l'économie mondiale, ce sont les investissements de capacité qui sont réduits, ceux de productivité, moins risqués, étant préservés, dans la perspective d'une concurrence accrue et du grand marché européen.

La consommation continue de ralentir

La consommation des ménages en produits manufacturés en général et les achats de biens durables en particulier seraient particulièrement affectés en ce début d'année par le climat d'incertitude lié au déclenchement du conflit dans le Golfe et par le resserrement des conditions de crédit. Les achats de produits manufacturés seraient quasiment stables et la consommation totale n'augmenterait

que de 1 % au cours du premier semestre. Compte tenu du rythme de croissance modéré de la consommation et de revenus encore dynamiques, le taux d'épargne des ménages continuerait d'augmenter.

Le rythme de la hausse des prix est toujours stabilisé

De juin 1990 à juin 1991 les prix de détail n'augmenteraient que de 3,2 % en raison d'un recul des prix énergétiques et de la plus grande modération des prix alimentaires et de la santé ; avec un prix du baril à 25 dollars en janvier, l'hypothèse conventionnelle de 20 dollars pour les cinq mois suivants et d'un dollar à 5 francs a été retenue. Avec des prix de la santé presque stables et des prix alimentaires modérés (1,2 %), la hausse au cours du premier semestre serait ainsi légèrement inférieure à celle des deux derniers semestres, 1,4 % après 1,7 % et 1,6 % 1/.

Modération des déficits énergétique et manufacturé

Compte tenu du retrait des prix des produits pétroliers la facture énergétique CAF/FAB s'établirait au premier semestre 1991 à environ 40 milliards de francs 1/. Le déficit manufacturé serait limité à 25 milliards de francs : les livraisons d'armes seraient plus importantes, tandis que la faible progression de nos flux, en raison du ralentissement simultané de l'économie mondiale et de la demande intérieure, profitera à notre solde. L'excédent agro-alimentaire ne serait que de 20 milliards en raison de prix plus faibles que par le passé, notamment pour les céréales. Au total, le déficit FAB/FAB serait de l'ordre de 20 milliards de francs au premier semestre de 1991.

1/ Dans l'hypothèse alternative d'un prix du baril à 15 dollars dès le mois de mars, le glissement annuel des prix serait inférieur d'environ 0,2 point, et le déficit extérieur serait allégé d'environ 5 Mds de F.